

Colloque International -Appel à Communications L'agriculture participative

2^e Colloque international du
Programme de Recherche d'Intérêt Régional
et de Vente Directe Bretagne Japon
(PRIRVDBJ)

Rennes 6-7-8 Novembre 2008

organisé par

CRCJR/LAS (EA2241)
Laboratoire de recherche de l'université Rennes 2 Haute Bretagne PRIR
(Analyse comparée, financée par la région Bretagne)

Objectif

Le programme de recherche **PRIRVDBJ de la Région Bretagne** lancé en septembre 2004 sous la responsabilité de Hiroko AMEMIYA (CRCJR/LAS) organise un colloque international afin de faire connaître les résultats de ses travaux. Ce colloque offre ainsi l'occasion aux chercheurs de sciences humaines et sociales qui travaillent sur le thème de l'agriculture participative de débattre et d'échanger. La publication des communications (en français, en anglais et probablement en japonais) est prévue après la tenue du colloque.

Quatre thèmes

Les chercheurs dans les domaines de l'agriculture, de l'économie alternative, de l'interaction ville-campagne, de l'éducation alimentaire, de l'environnement, des dynamiques des cultures locales peuvent contribuer à l'un des thèmes précisés ci-après.

Ces thèmes déclinent ce que nous avons appelé l'agriculture participative dans un ouvrage issu des travaux menés par un groupe de chercheurs franco-japonais dans le cadre du programme PRIRVDBJ*.

Ce programme de recherche s'appelle : «Analyse comparée Bretagne-Japon de l'interaction ville-campagne à travers des réseaux de vente directe de produits de l'agriculture et de l'élevage. Quelles dynamiques locales pour le développement humain durable ? ». Il comporte quatre axes qui forment les quatre thèmes sur lesquels sont sollicitées les contributions. Elles peuvent porter sur des terrains autres que « Bretagne et Japon » afin de permettre des comparaisons et des débats sur les analyses et les méthodes.

1) Interactions Ville- campagne.

De ce thème ressortissent en particulier les questions institutionnelles, juridiques et politiques qui touchent à la gestion de l'espace et à son utilisation. Elles comportent aussi la gestion des relations entre l'espace urbain et l'espace agricole, entre les différentes catégories d'acteurs et

* (Dir.) Hiroko AMEMIYA, *L'Agriculture participative – Dynamiques bretonnes de la vente directe*, Presses Universitaires de Rennes, 2007, 210 p

d'activités, entre l'homme et la nature et les modalités diverses de leur expression : coopérations, rivalités, conflits.

Dans la perspective d'un développement durable comment partager l'espace ? Où se situe l'émergence des réseaux de circuits courts (marché, boutique des fermiers, panier, vente par Internet, etc.) dans le plan d'urbanisme ? Tant les analyses positives que des préconisations de politiques au regard de certaines finalités ou valeurs à expliciter, ou encore des scénarios et des prospectives d'évolution peuvent donner lieu à proposition de communication. Des communications pourraient analyser les actions et les projets de défense ou de promotion d'une « agriculture saine et durable » pour apprécier leur éventuelle influence sur les interactions ville-campagne.

2) Nouvelles tendances bio-équitable-multifonctionnalité.

Sous ce thème peuvent être proposées des communications qui abordent toutes les questions de comportement des acteurs, consommateurs citadins et des producteurs ruraux, avec leurs nouvelles pratiques individuelles et relationnelles. Il s'agit de tenter d'identifier la nature et l'importance des changements et d'apprécier leur impact, leurs contours et leur ampleur en relations avec des formes de vente directe.

Les produits Bio et du commerce équitable commencent à occuper une place importante et visible dans tous les circuits de distribution y compris les grandes surfaces. Est-ce le résultat d'une prise de conscience des consommateurs ? Quels sont les critères du choix de ces produits par les consommateurs ? Quelles sont les conditions de vie des producteurs Bio comparées à celles des producteurs conventionnels productivistes ? Qu'est-ce qu'une agriculture saine et durable ? Doit-on contrôler (et comment) ce qui en est son panel de caractéristiques : usage codifié limitatif de pesticides de fertilisants, traçabilité, etc. Les notions de « qualité », de « confiance » sont-elles opérationnelles ?

3) Education du goût et équilibre alimentaire.

Sur ce thème sont attendues des propositions qui concernent, bien sûr, l'éducation alimentaire des enfants qui passe non seulement par le système éducatif et la restauration scolaire mais aussi par les pratiques familiales. Les propositions concernant les problèmes de nutrition, de diététique et l'influence de l'alimentation sur la santé sont les bienvenues pour autant que, comme pour les premières, on fasse le lien avec les potentiels associés de certaines formes de vente directe.

Notre groupe de recherche avait été particulièrement sensible au fait qu'au Japon les écoles primaires bénéficient d'un poste de diététicien qui intervient dans un cours d'éducation civique ou de sciences de la vie et de la terre en collaboration avec les enseignants, pour une éducation relative aux aliments, à la santé, à l'environnement et aux aspects socio-culturels. L'organisation des rôles entre les différents intervenants dans la restauration collective auprès de leurs bénéficiaires est complexe et leurs analyses sont nécessaires : gestionnaires de restaurants, parents d'élèves, enseignants, conseils d'administration, collectivités de tutelle, médecins inquiets de la montée de l'obésité et des allergies chez les enfants.

4) Dynamiques et culture locale.

L'approche par ce thème est celle du développement local appuyé sur la culture (au sens anthropologique du terme), le fonctionnement de la société sur son territoire. La dimension de géographie humaine et sociale est centrale, les questions de proximité sont primordiales. Des propositions qui analysent des cas de dynamiques locales réussies grâce en particulier à des expériences de renouveau des formes et de l'ampleur de ventes directes sont évidemment sollicitées.

Chaque région, chaque localité a son propre profil. La trajectoire du développement sera fonction des spécificités locales. Toutefois partout le besoin de bien se nourrir est là, par conséquent la production alimentaire est essentielle. La « souveraineté » alimentaire fait partie de nombreuses notions liées à cette remarque, mais on attend ici surtout, **que** la corrélation soit faite entre cette production locale, les formes de son organisation en relation avec les « consommateurs » et sa contribution au dynamisme de la vie économique, sociale et culturelle locale.

Par exemple, on peut penser que la coordination des producteurs et des consommateurs pour la production et la vente des produits locaux peut dynamiser le développement local. **Des études de cas seraient bienvenues où l'on verrait par exemple des politiques locales combinant l'approvisionnement (à supprimer : Alors, la gestion) de la cantine scolaire par des produits locaux, le soutien à des associations citoyennes qui préservent (à supprimer la coopération citoyenne pour préserver) l'environnement naturel, (à supprimer : la mise en valeur du patrimoine (à supprimer naturel et) historique, le soutien à la mise en place de marchés ou à des regroupements de producteurs pour la vente locale de leurs produits leur première transformation ou organiser le (à supprimer et) le tourisme vert .(à supprimer : peuvent constituer des sujets de propositions.)**

Comité Scientifique :

Le comité est constitué autour des membres du programme PRIR-VDBJ, (chacun étant plutôt impliqué dans un des sous thèmes numérotés d'1 à 4)

Ali Aït Abdelmalek, Mr, Sociologue, Rennes (4)
Hiroko Amemiya, Ms, Anthropologue, Rennes (3)
Aki Aneha, Ms, Economiste, Tokyo (3)
Danièle Bénézech, Ms, Economiste, Rennes, (2)
Odile Castel, Ms, Economiste, Rennes (4),
Yuna Chiffolleau, Ms, Sociologue, Montpellier (4)
Sophie Dubuisson-Quellier, Ms, Sciences Politiques, Paris (2)
Guy Durand, Mr, Agro-économiste, Rennes (1)
Jean-François Grongnet, Mr, Agronome, Rennes (3)
Michel Renault, Mr, Economiste, Rennes (2)
Yvon Le Caro, Mr, Géographe, Rennes (4)
Marc Humbert, Mr, Economiste, Rennes (1),
Tatsuro Suehara, Mr, Anthropologue, Kyoto (1)
Kazuhiko Sugimura, Mr, Anthropologue Rural, Fukui (4)
Hirokuni Tabata, Mr, Juriste, Tokyo (4)
André Torre, Mr, Economiste, Paris (1)
Hitoshi Yakushiin, Mr, Sociologue, Osaka (4)

« Indications Pratiques »

Frais d'inscription : 40 € étudiantset tarif réduit : 20 €

(Ils couvrent les frais de documents et les 2 repas du jeudi et du vendredi midi et les collations de la pose café)

Sessions : les sessions seront organisées suivant les quatre axes ; chaque présentation aura une durée de 20 minutes en français ou en japonais avec traduction simultanée. Une discussion de 20 à 30 minutes sera organisée avec la salle après 3 ou 4 intervenants,.

Propositions de communication :

Les propositions de communication peuvent être rédigées en français, en anglais ou en japonais.

Soit adresser, en français ou en anglais, un résumé d'une page de 500 mots maximum accompagné d'un court CV, d'une bibliographie (dix titres maximum), et de cinq mots-clefs concernant votre argumentation.

Soit adresser en japonais, un résumé de 1000 caractères maximum accompagné d'un court CV, d'une bibliographie (dix titres maximum), et de cinq mots-clefs concernant votre argumentation.

Veillez faire parvenir avant le 15 avril 2008 votre proposition sous cette forme en fichier attaché à l'adresse mail suivante : Hiroko Amemiya : vilecampagnebj@yahoo.fr

**Tout contact : Hiroko AMEMIYA, CRCJR/LAS, Université Rennes 2 Haute Bretagne,
3 allée Bobière 35000 Rennes
Secrétariat : Mme Cortyl : 02 23 46 14 70**

Calendrier préparatoire :

- 15 avril 2008 : date limite d'envoi des propositions de communication
- 1^{er} juin 2008 : annonce des communications retenues
- 1^{er} septembre 2008 : date limite de remise du texte des communications (en français 35 000 signes ou en japonais 10 000 caractères : (Times, police 10,5, un interligne)

Pour la publication

- 1^{er} décembre 2008 : envoi des avis du comité scientifique aux auteurs
- 15 janvier 2009 : date limitée de remise de la version définitive en français par les auteurs
- 15 février 2009 : date limitée de remise de la version définitive en anglais par les auteurs